Études d'histoire religieuse

Le catholicisme au Canada et les minorités nationales et ethniques : contributions et tensions (XIX^e et XX^e siècles)

Martin Bock et E.-Martin Meunier

Volume 81, numéro 1-2, 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033250ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033250ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bock, M. & Meunier, E.-M. (2015). Le catholicisme au Canada et les minorités nationales et ethniques : contributions et tensions (XIX^e et XX^e siècles). *Études d'histoire religieuse*, 81(1-2), 5–13. <https://doi.org/10.7202/1033250ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2015

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Le catholicisme au Canada et les minorités nationales et ethniques : contributions et tensions (XIX^e et XX^e siècles)¹

Martin Bock
E.-Martin Meunier

Amplifiées par les uns, minimisées par les autres, les contributions du catholicisme aux minorités nationales et ethniques au Canada ne vont pas de soi. Si une certaine historiographie des années 1970 a semblé trop souvent les caricaturer jusqu'à faire d'elles des manœuvres d'aliénation des minorités aux diktats de la majorité, si celle des années 1980 semblait plutôt les oublier, leur préférant les facteurs politiques ou économiques dans l'analyse des phénomènes sociohistoriques, il semble que l'historiographie des années 2000 à nos jours a grandement renouvelé l'étude des contributions religieuses en les prenant au sérieux, allant jusqu'à dépeindre un catholicisme essentiel à la constitution et au développement des minorités nationales et ethniques. À l'évidence, ces contributions ne sont cependant pas exemptes de tensions. Elles sont travaillées aussi bien par des luttes que par des événements où s'affrontent des cultures, des religions, des nations et, avec elles, des visions du monde qui cherchent à s'établir et à se faire pérennes. Rendre compte de ces contributions et de ces tensions exige donc de la part de l'historien un travail de départage et de nuance où sont sollicitées tour à tour histoire et mémoire, qui cherchent à conjuguer tant bien que mal vérité et pertinence.

1. Nous tenons à remercier la Chaire de recherche sur l'histoire de la francophonie canadienne, la Chaire « Québec, francophonie canadienne et mutations culturelles », le CIRCEM, le CRCCF, la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa, ainsi que le CIEQ de leurs généreuses contributions à l'organisation du 81^e Colloque annuel de la SCHEC. Nous aimerions remercier personnellement, de plus, Lucia Ferretti, Christine Hudon, Alexandre Cournoyer, Carole-Ann Joannis et Émilie Lapiere pour leur aide, durant un moment ou un autre du processus menant aujourd'hui à la publication de ce numéro spécial. Remerciement tout particulier aux nombreux évaluateurs de ces articles pour la qualité de leurs commentaires et suggestions.

Celles qu'on appelait hier les minorités françaises ont largement profité de la contribution de l'Église catholique au maintien et à l'édification de leurs communautés. Non seulement l'Église apporta avec elle de nouveaux effectifs religieux, elle aida aussi à la fondation de diverses institutions, contribuant ainsi à une plus grande complétude institutionnelle², seule capable de pallier l'absence d'un État dans un monde qui menace souvent la survie des minorités. Aux XIX^e et XX^e siècles, l'Église catholique apostolique romaine favorisa la mise sur pied d'une série d'institutions de suppléance (hôpitaux, collèges, hospices, universités, associations de jeunesse, etc.) qui contribuèrent pour la plupart à protéger le fait français et catholique à l'extérieur du Québec. Sa contribution ne se fit cependant pas sans tension au sein de son propre clergé, divisé sur l'avenir de la francophonie en terre d'Amérique et sur les stratégies de conversion à entreprendre. Si l'on connaît bien l'épisode d'un Henri Bourassa au Congrès eucharistique international de Montréal, on commence à peine à mieux évaluer l'ampleur des conflits qui ont surgi dans cette foulée. Ne pensons qu'au Règlement XVII en Ontario et à la division de l'épiscopat catholique sur cette question.

De même, ce n'est pas sans tension que l'Église a su intervenir auprès de l'autre minorité nationale au Québec. La communauté irlandaise qui fut longtemps porteuse d'un catholicisme anglophone n'a pas toujours trouvé réconfort auprès de l'Église canadienne-française, même si cette dernière a su reconnaître, par la fondation de diverses institutions, sa spécificité et sa place. Si l'Église a grandement contribué à protéger, voire à édifier les communautés minoritaires nationales, elle a adopté, à l'inverse, une posture différente par rapport aux populations autochtones. Adjuvante d'une politique fédérale de contrôle et de surveillance des populations, et poussant d'un cran supplémentaire sa missiologie en fondant un nouveau type d'institution éducative (tout comme certaines Églises protestantes, du reste), l'Église catholique participait ainsi à une entreprise d'assimilation. Culminant aujourd'hui dans la Commission de vérité et réconciliation, le processus douloureux de remémoration peut aussi donner une meilleure connaissance de l'histoire des liens entre le catholicisme et les communautés autochtones au XIX^e et XX^e siècle.

Pays d'immigration, le Canada a aussi accueilli des millions de nouveaux citoyens depuis le milieu du XIX^e siècle. Si ces derniers sont venus parfois grandir les rangs de paroisses en déclin, d'autres sont plutôt venus ajouter leur touche au paysage ethnoreligieux, modifiant ainsi peu à peu les configurations sociodémographiques dominantes. Comment l'Église canadienne et québécoise a-t-elle pensé l'insertion des immigrants : selon la logique d'Église(s)

2. Voir, bien sûr, Raymond BRETON, « Institutional completeness of ethnic communities and the personal relations of immigrants », *American Journal of Sociology*, 70 (1964), p. 103-205.

nationale(s) ou selon celle d'une Église canadienne multiculturelle ? Comment l'Église canadienne et québécoise a-t-elle pensé ses rapports avec les communautés religieuses minoritaires ? L'histoire des liens tissés entre le catholicisme et les minorités nationales et ethniques témoigne assurément de la transformation de la place de l'Église dans la société d'ici, mais aussi de la façon de penser, à différents moments, les nations canadienne-française, québécoise et canadienne, de même que le rôle joué par le catholicisme dans la construction de ces dernières. Le but de ce numéro spécial est donc de présenter plusieurs articles portant sur des cas-types ou monographies menant à une meilleure compréhension de la relation parfois positive, parfois tendue entre l'Église et les minorités nationales et ethniques.

Minorités nationales et ethniques

Si les minorités nationales et ethniques ont fait l'objet de nombreuses recherches historiques et sociologiques depuis les années 1960³, on ne peut en dire autant de l'analyse de leurs liens avec le catholicisme. Nombre d'études ont d'abord privilégié les facteurs politiques et sociaux dans la compréhension de leur condition sociohistorique – pensons aux recherches de Raymond Breton⁴, de Joseph Yvon Thériault⁵, de Danielle Juteau⁶ ou de Linda Cardinal⁷. D'autres en ont explicité les enjeux sociolinguistiques, culturels ou éducationnels – dont, entre autres, les travaux de Nathalie Bélanger⁸, de Lucie Hotte⁹, de Diane Farmer¹⁰ et, bien sûr, de Monica

3. Pour une revue de la littérature, nous renvoyons notamment au texte de Joseph Yvon THÉRIAULT et de Jean LAPOINTE, « La sociologie et les francophonies minoritaires », dans Joseph Yvon THÉRIAULT (dir.), *Les francophonies minoritaires du Canada. L'état des lieux*, 1999, Moncton, Éditions d'Acadie, p. 193-208.

4. Voir R. BRETON, « Institutional completeness ».

5. Voir, entre autres, Joseph Yvon THERIAULT, *Faire société : société civile et espaces francophones*, Sudbury, Ontario, Prise de parole, 2007, 384 p.

6. Voir, notamment, Danielle JUTEAU, *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, 226 p.

7. Ne pensons, entre autres, qu'à Linda CARDINAL (dir.), *Minorités, langue et politique*, numéro spécial de la revue *Politique et Sociétés*, 29, 2 (2010).

8. Consulter, par exemple, le livre Nathalie BÉLANGER et al. (dir.), *Produire et reproduire la francophonie en la nommant*, Sudbury, Prise de parole, 2010, 364 p..

9. Voir, parmi d'autres, Lucie HOTTE et Johanne MELANÇON (dir.), *Thèmes et variations. Regards sur la littérature franco-ontarienne*, Sudbury, Prise de parole, 2005, 393 p.

10. Voir, parmi une importante production, Diane FARMER, « L'immigration francophone en contexte minoritaire : entre la démographie et l'identité », dans J.-Y THERIAULT, Anne GILBERT et Linda CARDINAL (dir.), *Francophones et minoritaires : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives*, Montréal, Fides, 2008, p. 121-159.

Heller¹¹. De même, les historiens ont largement privilégié, dans leurs études des minorités francophones, des questionnements d'ordre politique et institutionnel (Léon Thériault, Marcel Martel, Michael Behiels¹²), les phénomènes migratoires (Robert Painchaud, Yves Frenette¹³) et les débats intellectuels (Gaétan Gervais, Michel Bock¹⁴). La question religieuse est longtemps restée le parent pauvre de l'historiographie des minorités francophones, y compris dans les nombreuses synthèses qu'on leur a consacrées au fil des années¹⁵. Dans le cas de l'Ontario français, le phénomène est d'autant plus surprenant que la jeune historiographie franco-ontarienne des années 1970 devait son coup d'envoi aux travaux pionniers de Robert Choquette qui, dès cette époque, avait aperçu les enjeux politiques liés à l'histoire de l'Église canadienne¹⁶. Si quelques chercheurs ont suivi dans les traces de Choquette¹⁷, il n'en demeure pas moins que l'historiographie

11. Voir, entre autres, Monica HELLER et Normand LABRIE, *Discours et identités. La francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Bruxelles, Editions modulaires européennes, 2003, 448 p.

12. Léon THÉRIAULT, *La question du pouvoir en Acadie*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1982 (2^e édition), 256 p. ; Marcel MARTEL, *Le deuil d'un pays imaginé. Rêves, luttes et dérouté du Canada français*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 203 p. ; Michael BEHIELS, *Canada's Francophone Minority Communities, Constitutional Renewal and the Winning of School Governance*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, 438 p.

13. Robert PAINCHAUD, *Un rêve français dans le peuplement de la Prairie*, Saint-Boniface, Éditions des Plaines, 1986, 303 p. ; Yves FRENETTE, avec la collaboration de Martin PÂQUET, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, 209 p..

14. Gaétan GERVAIS, *Des gens de résolution. Le Passage du Canada français à l'Ontario français*, Sudbury, Institut franco-ontarien et Prise de parole, 2003, 203 p. ; Michel BOCK, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, 456 p.

15. Voir Dean LOUDER et Éric WADDELL (dir.), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé. Le Québec et l'Amérique française*, Québec, PUL, 1983, 292 p. ; Dean LOUDER et Éric WADDELL (dir.), *Franco-Amérique*, Sillery, Septentrion, 2008, 376 p. ; Joseph Yvon THÉRIAULT (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada. L'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, 578 p. ; Joseph Yvon THÉRIAULT, Anne GILBERT et Linda CARDINAL (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Fides, 2008, 562 p. ; Yves FRENETTE, Étienne RIVARD et Marc ST-HILAIRE, *La francophonie nord-américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval, Collection « Atlas historique du Québec », 2012.

16. Lire notamment Robert CHOQUETTE, *Canada's religions. An Historical Introduction*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2004 ; Robert CHOQUETTE, *La foi gardienne de la langue en Ontario (1900-1950)*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1987 ; Robert CHOQUETTE, *Langue et religion : histoire des conflits anglais-français en Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977.

17. Gaétan GERVAIS, « Les paroisses de l'Ontario français 1767-2000 », *Cahiers Charlevoix*, n° 6 (2004), p. 99-194 ; Gaétan GERVAIS, « De Sagard à Lemieux : la contribution des religieux à la connaissance de l'Ontario français », dans Jean Pierre PICHETTE (dir.), *L'œuvre de Germain Lemieux, s.j. Bilan de l'ethnologie en Ontario français*, Sudbury, Centre franco-ontarien de folklore et Prise de Parole, 1993, p. 57-106 ;

des trente dernières années portant sur les minorités nationales et ethniques a peu problématisé leurs liens avec la religion catholique, ceux-ci étant jugés ou bien trop évidents ou, au contraire, comme des épiphénomènes (considérés d'ailleurs bien souvent comme un des éléments de la culture parmi d'autres). De même, la littérature touchant plus explicitement l'étude du catholicisme au Canada s'est peu attardée à ses contributions auprès des minorités nationales et ethniques. Une large part des travaux s'en est tenue à l'étude des grands ensembles (Québec, Canada anglais, Canada français, etc.), cherchant ainsi moins à comprendre leur importance auprès des communautés minoritaires, notamment. Signalons, ici, une exception notable, qui apparaît lors des dernières années avec le chantier consacré à la question autochtone en lien aux controversées missions de l'Église (pensionnats, écoles, etc.) du XX^e siècle.

Curieusement, il aura peut-être fallu attendre que de nouvelles recherches, provenant souvent des disciplines anthropologiques et sociologiques, d'une certaine histoire sociale ou des *cultural studies*, s'attachent à étudier l'importance des religions pour le maintien et le développement de nouvelles communautés ethnoculturelles issues de l'immigration pour que soit stimulé l'intérêt d'étudier les liens entre catholicisme et minorités nationales, à commencer par celles que l'on appelle les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Coïncidant avec l'essor d'une nouvelle sensibilité historique¹⁸, ce type de recherche demeure néanmoins encore à développer. Mais, ici et là, il foisonne, que ce soit par un renouveau des études autochtones en lien avec une religion souvent colonisatrice¹⁹, par l'étude des contributions des minorités nationales aux missions catholique partout dans le monde²⁰,

Danielle COULOMBE, *Coloniser et enseigner : le rôle du clergé et la contribution des Sœurs de Notre-Dame-du-perpétuel-secours à Hearst, 1917-1942*, Ottawa, Éditions du Nordir, 1998, 253 p. ; Michel BOCK, « Le Vatican et l'ACFEO au moment du Règlement XVII », dans Martin PÂQUET, Matteo SANFILIPPO et Jean-Philippe WARREN (dir.), *Le Saint-Siège, le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 257-275 ; Michel BOCK, « Le germe d'un divorce : la langue, la foi et le Règlement 17 », dans Michel BOCK et François CHARBONNEAU (dir.), *Le siècle du Règlement 17*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2015, p. 407-436.

18. Sur la « nouvelle sensibilité historique », lire avec profit Christian ROY, « Épilogue - De l'utopie à l'uchronie », dans Stéphane KELLY (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, Collection « Prismes », 2003, p. 197-219 ; voir aussi Dominique GEOFFROY-FOISY, « L'esprit d'une Nouvelle sensibilité », *Études d'histoire religieuse*, 70 (2004), p. 107-112.

19. Voir, parmi plusieurs bons travaux, le livre de Dominique DESLANDRES, *Croire et faire croire : les missions françaises au XVII^e siècle (1600-1650)*, Fayard, Paris, 2003, 663 p.

20. Voir tout le chantier développé par Catherine FOISY. Lire, notamment, « La décennie 1960 des missionnaires québécois : vers de nouvelles dynamiques de circulation des personnes, des idées et des pratiques », *Bulletin d'histoire politique*, 23, 1 (2014), p. 24-41. Et, bien sûr, son article dans ce numéro.

par l'analyse historique et sociographiques des liens entre le catholicisme et les communautés ethnoculturelles²¹, par l'accomplissement d'études statistiques sur le catholicisme au sein des communautés francophone ou anglophone en situation minoritaire²², par une kyrielle d'analyses historiques de cas singuliers (acteurs religieux, revues, journaux, associations, etc.)²³ ou par le travail d'hypothèses nouvelles et originales portant sur l'origine de la question nationale²⁴, sur la genèse du bilinguisme²⁵, ou plus largement, sur la nature de la modernisation des dernières années²⁶. Les articles réunis en ces pages voudraient se joindre à cette mouvance et pallier au manque d'études dans le domaine en proposant des apports significatifs et des pistes d'études complémentaires et fécondes.

Résumés des contributions

Dans le premier article de ce numéro spécial, Jean-François Laniel parie sur un «classique» de l'historiographie pour comprendre la nature

21. Pensons au livre dirigé par Louis ROUSSEAU, *Le Québec après Bouchard-Taylor. Les identités religieuses de l'immigration*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2013.

22. Voir l'article de E.-Martin MEUNIER, Sarah WILKINS-LAFLAMME et Véronique GRENIER, «La langue gardienne de la religion / La religion gardienne de la langue ? Note sur la permanence et la recomposition du catholicisme au Québec et dans la francophonie canadienne : aperçu des principaux indicateurs de vitalité religieuse», *Francophonies d'Amérique*, 36 (Automne 2013), p. 14-40 ; celui de E.-Martin MEUNIER et Jean-François NAULT, «L'archidiocèse catholique d'Ottawa et sa francophonie : portrait statistique, comparaison et analyse sociohistorique (1968-2008)», *Francophonies d'Amérique*, 34 (2012), p. 59-79 ; ainsi que celui de Sarah WILKINS-LAFLAMME, «Les Églises unie et anglicane au Québec anglophone : enjeux contemporains», *Journal of Eastern Township Studies*, 36, 1 (2011), p. 55-68.

23. Pensons, notamment, à la thèse de maîtrise de François-Olivier DORAIS, «“L'Ontario français, c'est le nom d'un combat.” Gaétan Gervais, acteur et témoin d'une mutation référentielle (1944-2008)», thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2012, 263 p. ; et à celle de Serge MIVILLE, «“À quoi sert au Canadien français de gagner l'univers canadien s'il perd son âme de francophone ?” Représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la “rupture” du Canada français (1969-1986)», thèse de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 2012, 246 p.

24. Pensons, notamment, aux travaux de Claude COUTURE, *Le mythe de la modernisation du Québec : des années 1930 à la révolution tranquille*, Montréal, Méridien, 1991, 152 p. ; et, du même auteur (avec Paulin MULATRI), *La nation et son double. Essais sur les discours postcoloniaux au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 218 p.

25. Voir notamment Marcel MARTEL et Martin PÂQUET, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, 335 p.

26. Lire, entre autres, Joël BELLIVEAU et Frédéric BOILY, «Deux révolutions tranquilles ? Transformations politiques et sociales au Québec et au Nouveau-Brunswick (1960-1967)», *Recherches sociographiques*, 46, 1 (janvier-avril 2005), p. 11-34 ; Julien MASSICOTTE, «L'Acadie du progrès et du désenchantement, 1960-1994», thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2010, 380 p.

du projet national canadien-français : l’ultramontanisme. Revisitant les travaux pionniers en la matière, il réinterprète néanmoins le corpus à la faveur d’une lecture moins religieuse de cette idéologie. Il voit plutôt en elle les prolégomènes d’une explicitation de la référence nationale (au sens de Fernand Dumont) menant progressivement le Canada français à se penser, par le biais de l’action que l’on pourrait qualifier de « théologico-politique » de l’Église, en tant que société globale.

François-Olivier Dorais, de son côté, étudie l’œuvre du père oblat Gustave Sauvé qui, depuis Ottawa, s’est fait l’un des principaux propagandistes de la doctrine sociale de l’Église et du nationalisme canadien-français en Ontario, devenant ainsi le « pendant franco-ontarien » du père jésuite Joseph-Papin Archambault. L’étude de Dorais contribue à mettre en évidence les tensions qui caractérisent la relation entre action catholique et action nationale depuis la fin des années 1920, laquelle prend une configuration particulière en milieu francophone minoritaire, où le simple fait d’intervenir dans l’espace public en français, fût-ce pour défendre les intérêts du catholicisme et de l’Église, relève d’un positionnement politique, voire nationaliste certain.

Cette incursion dans l’univers franco-ontarien se poursuit avec l’article de Stéphanie St-Pierre, qui s’applique à analyser la contribution historiographique du clergé canadien-français du nord de l’Ontario, au mitan du XX^e siècle. Fondateurs de la Société historique du Nouvel-Ontario (1942), les jésuites de Sudbury favorisèrent l’émergence d’une réflexion historiographique dans le dessein de souligner la pérennité de la présence française dans la région, de rattacher l’expérience historique des Franco-Ontariens du Nord à celle, plus englobante, de la nation canadienne-française et d’en valoriser, dans le même souffle, les spécificités régionales. Largement influencée par l’œuvre du chanoine Lionel Groulx, la « prise de parole intellectuelle » des jésuites et de leurs confrères séculiers représente un « acte fondateur » que l’auteure présente comme « une première manifestation de l’enracinement [des Canadiens français] sur le territoire [ontarien] par l’histoire ».

Pour sa part, l’article de Jean-François Nault, qui porte sur le choix de l’école catholique de langue française en Ontario, illustre les transformations lentes et progressives des rapports des Franco-Ontariens au catholicisme. En quoi la question religieuse intervient-elle dans le choix des parents francophones – notamment dans un contexte offrant à la fois des écoles religieuses et laïques de langue française ? Fruit d’une thèse de maîtrise ayant obtenu le Prix René-Lupien de la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l’Université d’Ottawa remis à la meilleure thèse sur la francophonie, l’étude de Nault propose que la valence accordée par les parents aux écoles catholiques tendrait à changer. De proprement religieuse qu’elle semblait être par le passé, cette valence deviendrait aujourd’hui de

plus en plus identitaire, sinon culturelle. Une sorte de sécularisation latente semble ici en jeu.

L'article de Philippe Volpé nous plonge dans les débats politiques et idéologiques de l'Acadie du Nouveau-Brunswick des années 1970, alors que la structure institutionnelle cléricale sur laquelle avait longtemps reposé le « pouvoir acadien » se voyait démantelée après avoir passé le relais de l'organisation sociale de l'Acadie à l'État provincial. Malgré la sécularisation très nette de la « référence » acadienne, l'auteur constate néanmoins qu'un nombre important de religieux progressistes, largement influencés par l'éthique personnaliste, continuent d'intervenir dans le débat politique et social en empruntant au socialisme, à l'idéologie de la décolonisation, à la théologie de la libération et à la contre-culture. L'étude de Volpé contribue à jeter un nouveau regard sur le rôle qu'a pu jouer un certain catholicisme dans l'avènement de la modernité en Acadie.

Le sociologue et ethnologue Brieg Capitaine enchaîne en proposant une lecture diachronique (de 1964 à 2004) de la revue *Kerygma*, revue de missiologie des oblats. Par cette analyse, il cherche à comprendre les moments de fracture et de réinterprétation du discours de cette communauté religieuse au sujet de son action auprès des pensionnats autochtones du Canada. Le résultat est saisissant et montre aussi bien les tensions entre les oblats et les peuples autochtones que les divisions au sein de la communauté religieuse elle-même concernant, notamment, leur rapport à la mémoire... parfois souffrante de cette période de son histoire et de celle des autochtones. Un article d'une grande pertinence à l'heure de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.

La contribution de Pierre Anctil, de son côté, rend compte du rapport « oblique » entre la population juive et le monde francophone catholique au XX^e siècle. « Oblique », ce rapport, car le plus souvent indirect, surtout dans les grands centres urbains comme Montréal où la minorité juive, qui ne pouvait pénétrer que difficilement l'organisation sociale du Canada français, était toutefois suffisamment nombreuse pour se créer un espace commun dans les sphères non seulement religieuse, mais aussi sociale et économique. Malgré les limites religieuses et institutionnelles à l'intérieur desquelles ont pris forme, avant la Révolution tranquille, les contacts entre juifs et franco-catholiques, Anctil montre de manière convaincante que la présence juive fut « un facteur de premier ordre dans l'émergence d'un pluralisme religieux » au Canada français et qu'elle contribua à remettre en question la « binarité confessionnelle » (catholique et protestante) du Québec.

Enfin, le texte de Catherine Foisy approfondit une part de ses travaux antérieurs sur les réseaux missionnaires – travaux qu'elle a entrepris il y a quelques années avec des collègues chevronnés, tels que Gilles Routhier et

Jean-Philippe Warren. Son article fait, cette fois-ci, la part belle aux Pères blancs d'Afrique et à leur apport original au Centre Afrika de Montréal. Loin de n'être qu'un simple regroupement, le Centre peut être évalué comme une œuvre d'interculturalisme en action. Le texte suggère aux lecteurs avisés plusieurs pistes pour mieux comprendre les contributions et les tensions du catholicisme face aux populations d'immigration récente.